

Fiche d'identité de la spécialité: droit public

DRTL02

(I 1202,K 1201, K 1401,P 1301, P 1601,P 1602)

Fiche d'identité de la spécialité: droit public

Niveau: Licence

Domaine: droits et Sciences Politiques

Filière: Droit

Spécialité: Droit Public

1- Localisation de la formation:

Faculté /Institut: Droit et sciences politiques.

Département: Droit.

Arrêté : n° 807 du 26/07/2016

2- Partenaires extérieurs :

Autres établissements partenaires :

DGRSDT , Université BBA, Université Batna 1 , Université Khenchela, Centre universitaire Barika, Université M'sila, Université de Constantine 2, Université Biskra, Université Alger 1, Notaires, Avocats, Huissiers de justice, ...

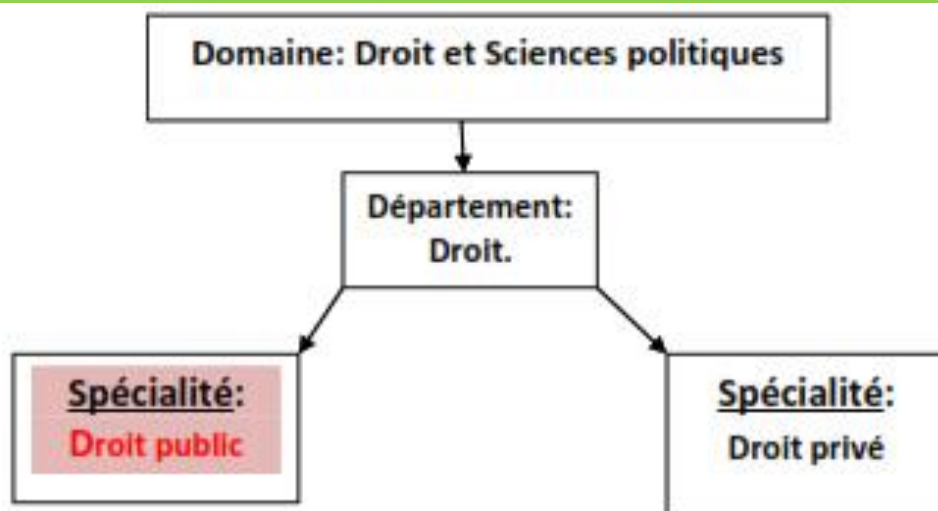
Entreprises et autres partenaires socio-économiques :

Société de Production d'Electricité (SPE) Sétif, Groupe Condor BBA, Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ), Banque Essalem, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Notaires, Conseil des Concurrents, ...

Partenaires internationaux :

Université Lille 3 France, Université Gazi Ankara Turquie, Université El Manar Tunisie, Université Gafsa Tunisie, Université de Pécs Hongrie, ENSA Toulouse France, ...

3- Organisation générale de la formation: position du projet



4- Contexte de la formation:

La L3 de droit propose une spécialisation en droit public bâtie sur les cours de droit de la fonction publique, droit administratif, droit constitutionnel, droit pénal et droit de la procédure pénale, droit international public et droit des relations internationales.

5- Objectifs de la formation:

La L3 droit public a un double objectif. Il s'agit de compléter une formation aux bases du droit en général et en droit public en particulier afin de permettre aux étudiants, d'une part, de profiter de leur grade de licencié en droit pour s'insérer dans la vie professionnelle, d'autre part, de poursuivre leurs études en Master de droit public.

6- Profils et compétences visés:

La formation développe la capacité d'analyse des divers documents à caractère juridique (normes et actes juridiques). Elle vise aussi à permettre l'élaboration et la construction de synthèses argumentées sur des questions juridiques données, notamment en droit public.

7- Potentialités locales régionales et nationales d'employabilité:

- Administrations des entreprises privées et publiques,
- Compagnies d'assurances, douanes, banques, secteur des prestations, secteur de la logistique, ...
- Cabinets privés, ...